

**N° 8542**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

---

## **PROJET DE LOI**

**portant modification du Code de procédure pénale**

\* \* \*

### **RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTÉRIEURES**

(11.06.2025)

La Commission des Affaires intérieures se compose de : Mme Stéphanie WEYDERT, Présidente ; M. Guy ARENDT, Mme Nancy ARENDT épouse KEMP, M. Dan BIANCALANA, Mme Taina BOFFERDING, M. Emile EICHER, M. Luc EMERING, M. Marc GOERGEN, M. Gusty GRAAS, M. Claude HAAGEN, M. Marc LIES, M. Laurent MOSAR, Mme Lydie POLFER, M. Meris SEHOVIC, M. Tom WEIDIG, Membres.

\* \* \*

### **I. ANTÉCÉDENTS**

Le projet de loi a été déposé à la Chambre des Députés le 16 mai 2025 par Monsieur le Ministre des Affaires intérieures. Le texte du projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs, d'un commentaire de l'article unique, d'un texte coordonné, par extraits, de l'acte qu'il s'agit de modifier, d'une fiche financière, d'un « check de durabilité – *Nohaltegkeetscheck* » ainsi que d'une fiche d'évaluation d'impact.

Le Conseil d'État a émis son avis le 3 juin 2025.

Le projet de loi a été renvoyé à la Commission des Affaires intérieures le 5 juin 2025.

La Commission des Affaires intérieures a entendu la présentation du projet de loi par Monsieur le Ministre des Affaires intérieures dans sa réunion du 11 juin 2025. La commission y a examiné l'avis du Conseil d'État et a désigné Mme Nathalie Morgenthaler, Rapportrice du projet de loi.

La commission a adopté le présent rapport lors de la même réunion du 11 juin 2025.

### **II. OBJET DU PROJET DE LOI**

Le projet de loi a pour objet de réintégrer à l'article 45 du Code de procédure pénale l'alinéa 2 du paragraphe 2, lequel a été supprimé par erreur par la loi du 18 décembre 2024 portant mise en œuvre de plusieurs règlements européens relatifs au système d'information Schengen (SIS).

Il s'agit ainsi de rétablir une disposition introduite initialement par la loi du 3 février 2023 portant modification : 1° du Code de procédure pénale en ce qui concerne la fouille de personnes ; 2° de la loi modifiée du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale ; 3° de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie.

Le présent projet de loi vise donc à corriger la suppression, non intentionnelle, intervenue à la suite de l'adoption de la loi précitée du 18 décembre 2024.

### **III. AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT**

Dans son avis du 3 juin 2025, le Conseil d'État approuve le projet de loi, tout en formulant quelques observations d'ordre légistique.

### **IV. COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE**

#### **Article unique**

L'article unique du projet de loi vise à modifier l'article 45, paragraphe 2, du Code de procédure pénale, afin d'y réintroduire un alinéa 2, supprimé par l'article 12, point 1°, lettre b), de la loi du 18 décembre 2024 portant mise en œuvre de plusieurs règlements européens relatifs au système d'information Schengen (SIS).

L'article unique n'appelle pas d'observation quant au fond de la part du Conseil d'État.

### **V. TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Affaires intérieures recommande en sa majorité à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi n° 8542 dans la teneur qui suit :

#### **Projet de loi**

#### **portant modification du Code de procédure pénale**

#### **Article unique.**

À l'article 45, paragraphe 2, du Code de procédure pénale, il est ajouté un alinéa 2 nouveau, libellé comme suit :

« Si la personne retenue est suspectée de dissimuler des objets utiles à la manifestation de la vérité ou des objets dangereux pour elle-même ou pour autrui, il peut être procédé à une fouille de sa personne, conformément à l'article 48-11*bis*. ».

\* \* \*

Luxembourg, le 11 juin 2025

La Présidente,  
Stéphanie Weydert

La Rapportrice,  
Nathalie Morgenthaler